

Lettre Infocnil

Edito : Quelles règles européennes pour les moteurs de recherche ? par Georges de LA LOYERE et Philippe LEMOINE

A la une : Les «CNIL» européennes précisent les règles applicables aux moteurs de recherche

En bref : <u>Vidéosurveillance</u> - <u>Base élèves</u> - <u>Vélib</u> - <u>40000€ d'amende pour la société SIV</u> - <u>La CNIL est une juridiction</u>

Simplifiez-vous la CNIL : Dispense de déclaration des listes de chambres d'hôtes

Et aussi: Agenda - Les sanctions en chiffres

EDITO

Quelles règles européennes pour les moteurs de recherche ? par Georges de LA LOYERE, et Philippe LEMOINE, Commissaires Les moteurs de recherche occupent une place primordiale dans l'accès à l'information sur internet. Comme ce rôle particulier les amène à collecter et à traiter une quantité croissante d'informations sur leurs utilisateurs, il est apparu essentiel au G29, groupe des 27 CNIL européennes, de préciser les règles applicables à ce secteur d'activité. [...]



E CHIFFRE...

Les sanctions en chiffres

En 2007, la CNIL a prononcé :

- 101 mises en demeure
- 5 avertissements
- 9 sanctions financières pour un montant global de 175 000 euros

A LA UNE

Les « CNIL » européennes précisent les règles applicables aux moteurs de recherche

Le 4 avril 2008, le groupe des 27 « CNIL » européennes, a adopté à l'unanimité un avis précisant les règles applicables aux moteurs de recherche. Cet avis résulte d'une concertation avec les acteurs majeurs du secteur. Il précise notamment que les données personnelles enregistrées par les moteurs de recherche, doivent être effacées au plus tard au bout de 6 mois.

EN BREF

Vidéosurveillance

La CNIL demande un contrôle indépendant

Education

Base élèves 1er degré : mode d'emploi

Sanction

40 000 euros d'amende pour des commentaires « très douteux » sur des salariés

Vélib'

Halte aux vélos volés!

Jurisprudence

La CNIL est une « juridiction » selon le Conseil d'Etat

SIMPLIFIEZ-VOUS LA CNIL

Collectivités locales

Dispense de déclaration pour les fichiers de chambres d'hôtes

La location de chambres d'hôtes doit faire l'objet, depuis août 2007, d'une déclaration en mairie. A cette occasion, les communes peuvent constituer des fichiers comportant des informations sur les propriétaires concernés. Comme la loi l'y autorise, la CNIL a décidé de dispenser des formalités de déclaration ces fichiers peu sensibles.

AGENDA



17 et 18 avril

Alex Türk a participé à la conférence européenne des commissaires à la protection des données à Rome

Alex Türk est intervenu à l'Ecole nationale de la Magistrature de Bordeaux durant le cycle de conférence "Grand témoins-idéosphère"

24 avril

Séance plénière de la CNIL

29 avril

Séance plénière de la CNIL

06 mai

Séance plénière de la CNIL

14 mai

Séance plénière de la CNIL

20 mai

Séance plénière de la CNIL Formation contentieuse